

**REPUBLIQUE FRANCAISE**

*Liberté - Egalité – Fraternité*

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**N° DLM-2021-065 - Séance du 07/07/2021**

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
29	24	29

Vote	
Pour	29
Contre	0
Abstention	0

L'an 2021, le mercredi 7 juillet à 19h00, le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES, légalement convoqué, s'est réuni à Salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire, en session ordinaire.

Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par voie dématérialisée aux membres du conseil municipal le 01 juillet 2021.

**Présents :**

Jean-Luc MEISSONNIER, Elisabeth MAZOLLIER, Philippe MARTY, Sandrine GAUTIER, Christophe KASZUBA, Carole PAHLAWAN, David CARBONELL, Valérie DALMAS, Christiane GAUBERT, Marie-France TEXIER, Marie-Thérèse AMALVY, Josiane DEVESA, Michel BAUDOUR, François RODENAS, Patricia VANGREVELYNGHE, Damien CORDEAU, Claire VITOU, François-Xavier CHAZOTTES, Christophe DOLL, Olivier TAPIE, Xavier POTAVIN, Emilie CHENOT, Julie LUDGER, Martin FAURE.

**Absents représentés :**

Ludovic DUCAMP pouvoir à Elisabeth MAZOLLIER ; Bernard VIDAL pouvoir à Carole PAHLAWAN ; Séverine MONIN pouvoir à David CARBONELL ; Olivier DURIX pouvoir à Emilie CHENOT ; Nadine GUILLON pouvoir à Philippe MARTY.

**Absent(s) :**

**Secrétaire de séance :** Martin FAURE.

## **N° DLM-2021-065 - CESSION DE LA PARCELLE AD 105**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** le Code de l'Urbanisme,

**Vu** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

**Vu** la délibération n°DLM2021-020 du 25 mars 2021,

**Vu** l'avis des domaines n°2021-34022-29306 du 17 mai 2021,

**Vu** le rapport de Monsieur François-Xavier CHAZOTTES, conseiller municipal

**Considérant** que les ateliers des services techniques municipaux sont aujourd'hui situés rue Croix de Jallé et que la parcelle AD 105, assiette de ces locaux, est la propriété de la commune,

**Considérant** l'offre d'achat qui a été formulée par la société Terres du Soleil en vue de réaliser un programme mixtes de 29 logements dont 13 sociaux permettant la valorisation de cette emprise communal prochainement désaffectée,

**Considérant** que cette zone fait l'objet d'un projet urbain partenarial périmétral qui va permettre le financement de d'équipements publics. Le parking du cimetière sera en ce sens réaménagé et valorisé notamment par l'intégration de places de stationnement supplémentaires et d'aménagements paysagers. Que la rue Croix de Jallé sera également requalifiée contribuant à l'accessibilité douce des quartiers Est vers le cœur de Ville. Et que des travaux d'enfouissement de réseaux sont également prévus rue du contrôle,

**Considérant** que dans le cadre de cette opération, la parcelle AD 105 propriété de la commune, doit être divisée en vue d'être cédée pour partie à la société Terres du Soleil (3467 m<sup>2</sup> sous réserve des opérations d'arpentage) et pour l'autre, intégrée au domaine public métropolitain,

**Considérant** le projet de division,

**Considérant** que la vente est conditionnée à la désaffectation effective des ateliers des services techniques municipaux, et le dispositif prévu par l'article L. 3112-4 du code de la propriété des personnes publiques (CG3P) qui prévoit que :

« Un bien relevant du domaine public peut faire l'objet d'une promesse de vente ou d'attribution d'un droit réel civil dès lors que la désaffectation du bien concerné est décidée par l'autorité administrative compétente et que les nécessités du service public ou de l'usage direct du public justifient que cette désaffectation permettant le déclassement ne prenne effet que dans un délai fixé par la promesse ».

*La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*

Qu'il est envisagé de fixer la date de désaffectation la plus tardive à un délai de 12 mois à compter de la présente délibération.

Que Cette désaffectation pourra néanmoins être décidée avant, dès que le transfert effectif sera constaté, le déclassement pourra alors être prononcé.

Qu'à peine de nullité, la promesse ou le compromis de vente devra comporter des clauses précisant que l'engagement de la Ville reste subordonné à l'absence, postérieurement à la formation de la promesse, d'un motif tiré de la continuité des services publics ou de la protection des libertés auxquels le domaine en cause est affecté qui imposerait le maintien du bien dans le domaine public.

**Considérant** l'autre condition tenant à l'obtention par la société Terres du Soleil, des autorisations nécessaires à la réalisation du projet, il est envisagé d'autoriser le dépôt de ces demandes préalablement à la réitération de la vente. Celle-ci ne sera conclue qu'à l'issue de la purge des recours contentieux relatifs à ces autorisations.

**Considérant** l'offre d'achat formulée s'élève à un montant de 800 000 euros (la démolition des ateliers étant à la charge de l'acheteur).

### LE CONSEIL MUNICIPAL

après en avoir délibéré à l'unanimité,

- Autorise la division de la parcelle AD 105 telle que décrite sur le plan joint ;
- Décide de la désaffectation de la parcelle AD 105 et de sa prise d'effet au plus tard dans les 12 mois suivant la présente délibération ;
- Autorise la cession de l'emprise nécessaire à la réalisation du programme mixte de 29 logements à la société Terres du Soleil au prix de 800 000 euros incluant la démolition ;
- Autorise le transfert de l'emprise restante dans le domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Autorise Monsieur le maire à signer le compromis ou la promesse de vente relative à cette transaction dans les conditions précisées dans la présente note ;
- Autorise la société Terres du Soleil à déposer toutes les demandes d'autorisations nécessaires à la réalisation du programme immobilier ;
- Autorise Monsieur le maire à signer tous les actes relatifs à cette affaire.

Pour extrait certifié conforme au registre,

Le mercredi 7 juillet,

Le Maire,  
Jean-Luc MEISSONNIER



*La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique «Télérécours citoyens» accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*